

FRONTIÈRES OUEST

Le jeu malsain des GGF marocains

Maghnia. 24 janvier 2012. Il est 00h30. A quelques centaines de mètres du poste avancé El Akid Abbas, un simple tracé d'herbes sauvages sépare la terre d'Algérie du sol marocain. La patrouille des gardes frontières algériens repère trois véhicules suspects à une centaine de mètres, du côté du royaume chérifien. Non loin, des lumières surgissent d'une modeste bâtisse. Un sur la terrasse, deux sortent derrière un mur. El Mkhaznia braquent leurs torches sur le cortège des GGF algériens, plutôt que sur les contrebandiers stationnés à une cinquantaine de mètres de leur point d'observation !

Reportage réalisé par Mehdi Mehenni

Les trois voitures, dont la coupe se rapproche de la Renault 21, éteignent leurs phares et attendent paisiblement que la patrouille nocturne algérienne disparaisse pour traverser la frontière. «Ils transportent certainement de la drogue», dira un gendarme. De leurs torches, El Mkhaznia inspectent le nombre de véhicules des gardes frontières algériens en passage. Il y a quelque chose qui bouge chez le voisin algérien. Il est impératif de cerner l'objet de la visite.

Les contrebandiers en retraite ne semblent point préoccuper El Mkhaznia, qui plus consacrés à surveiller les mouvements des GGF algériens qu'à mettre la main sur les trafiquants. Le business en jeu ! Y a-t-il eu prise de marchandises ou arrestation de contrebandiers

chez les Algériens ? Telle est la question qui semble tourmenter El Mkhaznia ! Un gendarme algérien renvoie l'ascenseur et balaie de sa torche El Mkhaznia figés sous leur bâtisse. Histoire de dire : «Je vous ai compris !».

Pour quelques dirhams de plus !

Pendant ce temps, les trois véhicules des contrebandiers demeurent toujours stationnés. Comme s'ils font, eux et El Mkhaznia, partie d'un seul corps.

Scène déroutante ! Flagrante ! La patrouille algérienne poursuit son chemin sans animosité aucune. Les GGF ne nourrissent guère d'illusions sur la «bonne» volonté d'El Mkhaznia. A chacun ses priorités, à chacun son combat. L'un

défend une cause, l'autre braque sa torche ailleurs pour quelques dirhams de plus ! Plus loin, dans la région d'El Khandak, alors qu'il fait plus froid et plus humide, deux gardes frontières algériens sortent des buissons pour saluer la patrouille en passage. Ces hommes qui gèlent sous un climat glacial et dont la vie est constamment en danger ont besoin d'un geste. Un «que Dieu soit avec vous», de la part du commandant du 1^{er} groupement des gardes frontières de Maghnia, présent à la tête du cortège. Un simple geste d'encouragement, de reconnaissance qui saura donner davantage de force à ces hommes faisant face à la contrebande et ses périls, à la dureté de la nature et ses séquelles. Ils sont âgés à peine de trente ans. D'autres jeunes de leur génération ont choisi de brader le carburant de leur pays et faire rentrer de la drogue pour empoisonner leurs concitoyens. Eux, ils ont préféré faire face, dresser un obstacle, défendre enfin une cause, dont le prix ne peut être ressenti que par ceux qui se trouvent à cet endroit et à cette heure-ci. Il est 1h30.

Postes d'observation ou de recensement ?

La patrouille parcourt les postes avancés et leurs points d'observation. Face à chaque poste des GGF

algériens, le Maroc a érigé un point d'observation à lui. Les torches d'El Mkhaznia sont constamment brandies pour cerner la mouvance de l'autre côté. Postes de vigilance contre les contrebandiers ou postes de recensement des patrouilles des GGF ? Une fois la nuit tombée, les points d'observation algériens se transforment en zones d'embuscade. Certains agriculteurs de la région de Maghnia ont opté pour la clôture de leurs exploitations avec du barbelé pour empêcher le passage des contrebandiers par leurs terres. Ce qui facilite la tâche aux GGF qui ont, en plus, creusé des ravins et dresser de grosses pierres sur les petits sentiers pour bloquer le passage des véhicules des contrebandiers. Des mesures qui ne semblent pas décourager les trafiquants, car là où le terrain est accidenté, ils optent pour des ânes afin de transporter la drogue ou le carburant. Depuis le début de l'année en cours, les éléments GGF de Maghnia ont mis la main sur 16 770 litres de mazout et 420 litres d'essence, le gros transporté à dos d'âne.

D'ailleurs, plus de 18 bourriques ont été interceptées jusque-là. Les saisies ont pour la plupart été réalisées en embuscade. Mais le fait le plus inquiétant est depuis quelque temps, ce phénomène du port d'armes à feu par les contreban-

diers. Lorsqu'ils transportent de la drogue ou des marchandises de grandes valeurs, ils n'hésitent pas à ouvrir le feu au vu des gardes frontières algériens. Depuis le début de l'année, les GGF de Maghnia ont également procédé à la saisie de 49,50 kg de kif traité.

Des ânes super intelligents !

Il est 2h du matin. Toujours dans la région d'El Khandek. La patrouille se précipite vers un terrain vague. Un groupe de GGF en embuscade entoure trois bourricots chargés de seize jerricanes contenant trente litres de carburant chacune. Un lot de 480 litres. Ce n'est pas une blague, mais les trafiquants font souvent porter aux ânes utilisés pour la contrebande, des walkmans. «Hu-da-da», tourne en boucle sur la cassette audio pour faire avancer les bourricots. Du coup, les trafiquants n'ont plus besoin de prendre le risque d'accompagner la marchandise. Mais il y a, contrairement à ce que la plupart pense, des ânes super intelligents. Ils connaissent parfaitement leur itinéraire. Ceux-là n'ont pas besoin d'un walkman. Ils maîtrisent le boulot ! Certains prennent même la fuite à la vue des tuniques vertes. Les trois baudets de cette nuit ont les... oreilles découvertes. Ce sont des ânes super intelligents !

M. M.

LAITERIE DE DRAÂ BEN-KHEDDA

Les charges du P/APW contre Louisa Hanoune

Le vote du budget de wilaya et l'évocation de la grève persistante à la laiterie de Draâ Ben-Khedda ont suscité controverse et chauds débats lors de la session ordinaire des deux jours de l'APW qui s'est tenue lundi et mardi derniers. Le P/APW accusera clairement Louisa Hanoune de participer à un complot visant l'économie de la Kabylie.

Il y avait foule, lundi dernier, à l'ouverture de la session ordinaire de l'APW de Tizi-Ouzou dont la première séance a été consacrée au vote du budget primitif pour l'année 2012. Un vote et une adoption qui ont eu lieu dans une ambiance électrique et une controverse qui a mis aux prises les élus du FLN, du FFS et du RND, d'une part et de l'autre, ceux du RCD. Ce dernier parti avait fort à faire face à l'opposition farouche des trois partis qui ont fait barrage à toutes les propositions ou suggestions émanant de ses élus.

Le problème a été posé par l'élus Derridj qui a interpellé le wali sur le silence des pouvoirs publics sur les dangers qui pèsent aussi bien sur la pérennité de l'entreprise que sur l'activité économique dans la région, à cause d'un conflit dont les soubassements politiques ont été soulignés par l'élus.

Un aspect que dénoncera de façon claire et directe le P/APW, M. Bellabas, qui commencera par rappeler les gestes de bons offices et la démarche de conciliation entrepris dans le cadre d'une commission constituée, entre autres, de représentants d'associations, de l'Union des commerçants et artisans algériens, de la Chambre de commerce et d'industrie du Djurdjura (CCID) ainsi que de l'UGTA en vue de trouver une issue au conflit, tout en disant, encore une fois, sa disponibilité à accompagner les travailleurs dans le cas où ils ont des revendications purement socioprofessionnelles. Cependant, il rejettera, de facto, les arguments mis en avant et qui sont à l'origine du conflit et qui, selon lui, sont basés sur des présupposés idéologiques et des calculs politiques. Mahfoud Bellabas ne manquera pas de lier la grève larvée au niveau de la laiterie de Draâ Ben-Khedda au climat sécuritaire délétère entretenu dans la région en vue d'empêcher, soutiendra-t-il, tout développement, essor et activité économique en son sein, mettant directement en cause le PT et sa patronne dans ce qu'il considère comme étant «un complot visant

l'économie de notre wilaya.» Et d'ajouter : «M^{me} Mitiche (allusion à Louisa Hanoune) a appelé dans un meeting organisé à Draâ Ben-Khedda à constituer des comités populaires pour la fermeture de l'usine. Pourquoi s'acharne-t-elle sur la Kabylie où elle demande la renationalisation de la laiterie de Draâ Ben-Khedda, alors que sur les 114 laiteries existant sur l'ensemble du territoire national, 99 appartiennent au secteur privé...», ajoutera le P/APW qui rappellera qu'il y a une minorité qui prend en otage la majorité des travailleurs (un total de 380) qui s'oppose à la

grève. Un arrêt de travail qui les prive de salaire et qui cause un énorme manque à gagner à l'entreprise, depuis 4 mois. Répliquant au P/APW, M. Mesla, chef du groupe FFS, dira que «le P/APW n'a pas le droit d'impliquer le reste de l'assemblée, à travers une déclaration qui n'engage que lui et son parti» «A qui profite le pourrissement, pourquoi refuse-t-on une commission d'enquête de l'IGF ?», dira encore l'élus du FFS. «L'IGF n'est pas habilitée à contrôler les comptes d'une entreprise privée. Je n'ai jamais demandé l'intervention de la force publique.» Dixit le P/APW dont la déclaration sera appuyée par Hadibi, un autre élu du RCD qui a dit son étonnement quant à l'alignement du FFS sur les mêmes options économiques que celles défendues par le Parti

des travailleurs, en demandant la renationalisation de la laiterie de Draâ Ben-Khedda.

Intervenant dans le débat, S. Hanouti dont le parti, le FLN, soutient la cause des grévistes est, visiblement, contrarié par la tournure que prend l'affaire : «La laiterie de Draâ Ben-Khedda ne doit pas servir de loterie politique», résume-t-il. Intervenant à son tour et répondant aux différentes interpellations sur le sujet, il dit «regretter la situation que vit l'entreprise depuis le 9 octobre».

Tout en rappelant toutes les démarches impliquant la justice, le dialogue avec les différentes parties en conflit et même la sollicitation du gouvernement pour trouver une solution, M. Bouazghi dit percevoir «une lueur d'espoir pour le règlement du problème».

S. Aït-Mébarek

PROCÈS DE L'AFFAIRE DE L'EX-MAIRE DE ZÉRALDA

Le verdict attendu le 30 janvier

L'affaire du maire de Zéralda a été mise en délibéré pour ce 30 janvier, a indiqué la présidente du tribunal correctionnel de Hadjout, dans la wilaya de Tipasa. Le procès, qui s'est tenu hier au niveau de cette instance judiciaire, a connu une fin houleuse. La famille du mis en cause a laissé éclater sa colère après le réquisitoire du ministère public.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est tard dans la soirée de ce mardi, qu'a pris fin le procès de l'affaire de l'ex-maire de Zéralda. Les plaidoiries de la défense ont duré près de trois heures. Cinq avocats au total se sont succédé à la barre pour plaider la relaxe de Mouhib Khatir. Durant toute la plaidoirie, l'ex-maire de Zéralda était suspendu aux propos de sa défense. Pour sa part, la présidente du tribunal ne ratait aucune occasion pour mentionner les points forts de la défense, usant de tous les arguments pour casser le réquisitoire de l'accusation. Une accusation qui a requis à l'encontre de l'ex-maire cinq années de prison

ferme et un million de dinars d'amende.

Le procès de l'ex-maire de Zéralda a soulevé moult interrogations, comme celle de la défense qui s'est demandée «qui juge-t-on aujourd'hui ? Le premier magistrat de la commune de Zéralda ou le citoyen Mouhib Khatir ? Pour la première question, l'ordonnance de renvoi de la chambre d'accusation ne mentionne aucun dysfonctionnement dans la gestion municipale du maire ni d'inculpation relative à la loi portant lutte contre la corruption. Et pourtant, dans l'arrêt de renvoi, il est mentionné que l'ex-maire de Zéralda est poursuivi pour des chefs d'inculpation

punis par les articles 372 du code pénal et l'article 33 de la loi 06-01 relative à la lutte contre la corruption.

Quant à savoir si Mouhib Khatir est jugé en tant que citoyen, la défense s'est interrogée sur cette «volonté de jeter en prison un citoyen qui a un différend avec un commerçant sachant que la question peut être réglée devant une juridiction relevant du commercial. En effet, le procès qui s'est tenu ce mardi au tribunal de Hadjout a traité une affaire commerciale de vente de téléphones portables. Le plaignant, un vendeur de téléphones portables, a porté plainte pour non-paiement de facture. En effet, si le maire a bien signé un bon de commande pour l'achat de 7 téléphones portables, le commerçant, lui, prétend en avoir livré treize et les avoir remis directement aux élus de la commune. Problème : il n'y a aucun

bon de livraison, le magasinier n'a rien reçu et aucun des élus n'a accepté de signer une décharge.

Le commerçant va jusqu'à affirmer avoir également livré deux télévision écran plasma, un ordinateur et d'autres équipements de moindre importance. Cette fois, il n'y a pas de bon de commande et pas de bon de livraison. Le vendeur déclare avoir donné les équipements au chauffeur, à la secrétaire et au magasinier.

Les trois personnes ont nié les faits. Le maire a alors refusé de signer cette facture et devant les sommes réclamées, le vendeur a décidé de porter plainte. «C'est une affaire commerciale qui ne mérite ni détention, ni surtout de mandat de dépôt», fait valoir la défense.

La suite sera connue le 30 janvier prochain.

A. B.